



BUREAU DE L'ASSEMBLEE

AS/Bur/CB (2017) 11

16 octobre 2017

Aux membres de l'Assemblée

Carnet de bord de la réunion tenue à Strasbourg le 13 octobre 2017

Le Bureau de l'Assemblée, réuni le vendredi 13 octobre 2017 à Strasbourg, sous la présidence de Mme Stella Kyriakides, Présidente de l'Assemblée, en ce qui concerne :

- **Quatrième partie de session de 2017 (Strasbourg, 9-13 octobre)** : a approuvé les propositions de suivi faites par le Secrétaire Général de l'Assemblée au débat d'actualité ainsi qu'aux textes adoptés par l'Assemblée tels qu'ils figurent dans l'annexe 1 ;
- **Comité mixte (Strasbourg, 12 octobre 2017)** : a pris note des suites à donner à la réunion, à savoir :
 - i.* en ce qui concerne le *calendrier pour l'élection du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe* : a convenu que le calendrier actuel devrait être écourté et a chargé le Secrétaire Général de l'Assemblée de rédiger un mémorandum proposant des modifications au Règlement, pour examen à sa prochaine réunion ;
 - ii.* en ce qui concerne les suites à donner à la résolution 2186 (2017) sur l'*Appel pour un Sommet du Conseil de l'Europe afin de réaffirmer l'unité européenne et de défendre et promouvoir la sécurité démocratique en Europe* : a décidé de discuter de cette question ultérieurement et a demandé à la Présidente de l'Assemblée d'assurer la liaison avec le Président du Comité des Ministres à cet effet ;
- **Réunions du Bureau et de la Commission permanente à Copenhague (23-24 novembre 2017)** : a pris note du projet de programme, des informations pratiques des réunions ainsi que du projet d'ordre du jour de la Commission permanente ;
- **1ère partie de session 2018 (Strasbourg, 22-26 janvier 2018)** : a établi l'avant-projet d'ordre du jour ;
- **Communication du Secrétaire Général et de la Secrétaire Générale adjointe du Conseil de l'Europe** : a pris note de la communication ;
- **Renvois et transmissions en commissions** :
 - i.* a examiné et approuvé les renvois et les transmissions tels que présentés en annexe 2, sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais de l'addendum au rapport d'activité ;
 - ii.* et a chargé le Secrétaire Général de l'Assemblée de rédiger un mémorandum sur la procédure appliquée par l'Assemblée lors de l'examen des propositions de résolution et de recommandation et sur son éventuelle amélioration, à examiner lors de sa prochaine réunion ;

- **Forum mondial de la démocratie 2017 (Strasbourg, 8-10 novembre)** : a pris note du programme et a approuvé la composition finale de la Commission ad hoc du Bureau pour participer au Forum telle que présentée en annexe 3 ;
- **Questions soulevées par les Commissions :**
 - i. *Commission sur l'égalité et la non-discrimination* : a pris note de la lettre de la Présidente de la Commission et des suites à donner par la Commission au débat d'actualité sur « *Les valeurs européennes en danger : faire face à la montée du populisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme et de l'islamophobie en Europe* » ;
 - ii. *Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles* : a pris note de la lettre de la Présidente de la Commission et a décidé de demander à la Commission de rédiger un rapport sur « *Lignes directrices sur la portée des immunités parlementaires dont bénéficient les membres de l'Assemblée parlementaire* », sous réserve de ratification par l'Assemblée par le biais de l'addendum au rapport d'activité ;
 - iii. *Commission des questions politiques et de la démocratie* : a pris note de la lettre du Président de la Commission et a autorisé M. Andrea Rigoni (Italie, ADLE) à participer à des réunions du Groupe de travail sur la peine de mort dans la région de Minsk (Biélorus), du 22 au 26 novembre 2017 ;
- **Composition de la commission de suivi de la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles, de la Commission de suivi et de la Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme :**
 - i. *Commission de suivi* : sur la base d'une proposition du groupe SOC, a désigné Mme Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Islande) et Mme Marietta Karamanli (France) pour deux sièges vacants ;
 - ii. *Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles* : a désigné M. Adrien Taquet (France) pour le siège vacant réservé aux membres n'appartenant à aucun groupe politique ;
 - iii. *Commission sur l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme* : sur la base d'une proposition du Groupe SOC, a désigné Mme Marietta Karamanli (France) ; sur la base d'une proposition du Groupe GUE, a désigné M. Georgios Psychogios (Grèce) et M. Tiny Kox (Pays-Bas) ;
- **Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)** : a pris note de la lettre de la Présidente de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme ; a pris note de la situation relative aux sièges au titre de la Bosnie-Herzégovine et de l'Espagne qui resteront vacants à compter du 19 décembre 2017; et a établi les listes de candidats au titre de Malte, de la Turquie et du Royaume-Uni, à transmettre au Comité des Ministres ;
- **Réunions en dehors de Strasbourg et Paris** : a autorisé :
 - i. *la sous-Commission des droits des minorités de la Commission sur l'égalité et la non-discrimination* à se réunir à Bucarest, le 21 novembre 2017 ;
 - ii. *la sous-Commission des relations extérieurs de la Commission des questions politiques et de la démocratie* à se réunir à Genève, Suisse, les 27-28 novembre 2017 ;
- **Questions diverses :**
 - i. *Non-exécution de l'arrêt dans l'affaire « Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan »* : a approuvé une déclaration figurant à l'annexe 4 demandant l'ouverture de la procédure prévue au titre de l'Article 46.4 de la Convention européenne des droits de l'homme à la suite de la non-exécution continue par l'Azerbaïdjan de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme dans l'affaire *Ilgar Mammadov* ;
 - ii. *Président sortant* : a décidé de demander à la Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles si l'article 20.3 du Règlement de l'Assemblée peut s'appliquer au Président par intérim sortant ;

- **Date et lieu des prochaines réunions :**

Jeudi 23 novembre 2017, Copenhague, à 14 h 30
Vendredi 15 décembre 2017, Paris, à 9 h

Sonia Sirtori, Angela Garabagiu

Copie aux :

Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
Directeur Général, Directeur et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directrice du Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Directrice du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe

Annexe 1

Propositions de suivi des textes adoptés lors de la quatrième partie de session de 2017 (Strasbourg, 9-13 octobre 2017)

Résolution 2182 (2017)¹ sur Suivi de la Résolution 1903 (2012): la promotion et le renforcement de la transparence, de la responsabilité et de l'intégrité des membres de l'Assemblée parlementaire (Rapporteur de la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles: M. Ian Liddell-Grainger, Royaume-Uni, CE)

« 8. L'Assemblée décide également de renforcer le devoir d'intégrité, de responsabilité et de transparence de ses membres:

[...]

8.3. en ajoutant, à la fin du paragraphe 14 du Code de conduite des membres de l'Assemblée parlementaire, la phrase suivante: «Les formulaires de déclaration de cadeaux soumis par les membres sont publiés sur le site internet de l'Assemblée»;

8.4. en ajoutant, dans le Code de conduite des membres de l'Assemblée parlementaire, après le chapitre «Règles de conduite», un nouveau chapitre «Déclarations d'intérêts» rédigé comme suit: «Les membres présentent à l'ouverture de chaque session de l'Assemblée, sous leur responsabilité personnelle, une déclaration d'intérêts en utilisant le formulaire approprié. La déclaration est publiée sur le site internet de l'Assemblée», et en invitant la commission du Règlement à établir le format et le contenu des obligations déclaratives. »

Suivi : demander à la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles d'établir le format et le contenu des obligations déclaratives (p. 8.3 et 8.4 de la résolution).

« 9. L'Assemblée décide de renforcer la cohérence des dispositions relatives aux conflits d'intérêts:

[...]

9.5. en invitant le Bureau de l'Assemblée à modifier les lignes directrices sur l'observation des élections par l'Assemblée parlementaire afin d'en harmoniser les dispositions avec celles du Code de conduite des membres de l'Assemblée parlementaire et du Code de conduite des rapporteurs de l'Assemblée parlementaire, notamment en ce qui concerne les obligations déclaratives et le mécanisme de supervision et de sanction. »

Suivi : demander au Secrétaire Général de l'Assemblée de préparer un mémorandum modifiant les lignes directrices sur l'observation des élections par l'Assemblée parlementaire (p. 9.5 de la résolution).

« 11. En ce qui concerne l'instauration d'un cadre cohérent pour renforcer la transparence dans les relations avec les acteurs extra-institutionnels et prévenir toute influence indue des intérêts publics ou privés sur l'exercice indépendant, impartial et objectif du mandat parlementaire à l'Assemblée, l'Assemblée décide:

11.1. en ce qui concerne les règles d'accès et de circulation dans les locaux du Conseil de l'Europe pendant les sessions de l'Assemblée, de charger le Bureau de l'Assemblée de réviser ces règles, ainsi que les annexes aux règles concernées, afin d'instaurer une identification spécifique des représentants d'intérêts, ainsi qu'un mécanisme de signalement de tout comportement abusif, et, dans ce cadre, d'examiner la création d'un registre des représentants d'intérêts; »

Suivi : demander au Secrétaire Général de l'Assemblée de préparer un mémorandum sur la révision des règles d'accès et de circulation dans les locaux du Conseil de l'Europe pendant les sessions de l'Assemblée (p 11.1 de la résolution).

« 11.2. de modifier le règlement spécial sur l'honorariat à l'Assemblée parlementaire en remplaçant la dernière phrase du paragraphe 1 par la phrase suivante: «Un diplôme faisant état de ce titre lui est délivré»; en supprimant les paragraphes 2.a et 2.b relatifs aux prérogatives des associés honoraires; et en remplaçant le paragraphe 3 par le paragraphe suivant: «Au moment de l'attribution du titre d'associé honoraire, l'ancien membre de l'Assemblée signe une déclaration sur l'honneur attestant qu'il n'est pas engagé dans la représentation et la défense des intérêts d'une personne ou entité tierce devant l'Assemblée. Le titre d'associé honoraire lui sera retiré s'il a omis de déclarer un intérêt pertinent ou fait une fausse déclaration»;

11.3. de modifier le règlement spécial sur le titre et les prérogatives de Président(e) honoraire de l'Assemblée parlementaire en remplaçant la dernière phrase du paragraphe 1 par la phrase suivante:

«Un diplôme faisant état de ce titre lui est délivré»; en supprimant les paragraphes 2.b et 2.c; et en remplaçant le paragraphe 3 par le paragraphe suivant: «Au moment de l'attribution du titre de Président(e) honoraire, l'ancien(ne) Président(e) de l'Assemblée signe une déclaration sur l'honneur attestant qu'il/elle n'est pas engagé(e) dans la représentation et la défense des intérêts d'une personne ou entité tierce devant l'Assemblée. Le titre de Président(e) honoraire lui sera retiré s'il/elle a omis de déclarer un intérêt pertinent ou fait une fausse déclaration».

Suivi : demander au Secrétaire Général de l'Assemblée de préparer un modèle de déclaration pour les associés honoraires et les Président(e)s honoraires de l'Assemblée (p. 11.2 et 11.3 de la résolution).

« 13. L'Assemblée prend note de la recommandation du GRECO relative aux conseils, à la formation et à la sensibilisation des membres aux règles de conduite, et invite la Commission du Règlement à promouvoir les bonnes pratiques dans des domaines tels que les cadeaux et avantages similaires, la participation des membres à des événements extérieurs, les voyages des membres à l'invitation de tiers et autres. »

Suivi : demander à la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles d'établir des lignes directrices sur les bonnes pratiques dans des domaines tels que les cadeaux et avantages similaires, la participation des membres à des événements extérieurs, les voyages des membres à l'invitation de tiers et autres. (p. 13 de la résolution).

« 14. Enfin, l'Assemblée appelle les présidents des groupes politiques à renforcer le cadre d'intégrité des groupes politiques, et notamment à prendre dûment en compte la recommandation du GRECO relative à la révision des procédures comptables des groupes politiques et à la soumission des comptes annuels de l'ensemble des groupes politiques à l'audit externe. »

Suivi : demander aux groupes politiques de l'Assemblée de suivre les recommandations du GRECO les concernant.

Résolution 2183 (2017) sur *Évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de Jordanie* (Rapporteuse de la commission des questions politiques et de la démocratie: Mme Josette Durrieu, France, SOC)

«13. En conclusion, l'Assemblée décide de continuer à suivre de très près la mise en œuvre des réformes en Jordanie et d'offrir toute son assistance au Parlement jordanien. Elle réévaluera ce partenariat dans un délai de deux ans à compter de l'adoption de la présente résolution.»

Suivi : renvoyer cette question à la commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport*

Résolution 2186 (2017) sur *Appel pour un Sommet du Conseil de l'Europe afin de réaffirmer l'unité européenne et de défendre et promouvoir la sécurité démocratique en Europe* (Rapporteur de la commission des questions politiques et de la démocratie : M. Michele Nicoletti, Italie, SOC)

« 18. Dans l'intervalle, et dans le cadre de la préparation du sommet, l'Assemblée décide de poursuivre sa propre réflexion sur son identité, son rôle et sa mission en tant qu'organe statutaire du Conseil de l'Europe et en tant que forum paneuropéen de dialogue interparlementaire qui vise à avoir un impact dans tous les États membres du Conseil de l'Europe. Cette réflexion permettrait aussi à l'Assemblée de donner sa propre vision de l'avenir de l'Organisation. »

Suivi : demander à la commission des questions politiques et de la démocratie de préparer un rapport et à la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles de préparer un avis sur *Le rôle et la mission de l'Assemblée parlementaire en tant qu'organe statutaire du Conseil de l'Europe et en tant que forum paneuropéen de dialogue interparlementaire*.

Résolution 2188 (2017) sur *Nouvelles menaces contre la primauté du droit dans les États membres du Conseil de l'Europe – exemples sélectionnés* (Rapporteur de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme : M. Bernd Fabritius, Allemagne, PPE/DC)

« 10. L'Assemblée demande à la Commission de Venise de rendre un avis sur la compatibilité entre les normes du Conseil de l'Europe relatives à l'État de droit et la loi polonaise du 12 juillet 2017 sur l'organisation des juridictions de droit commun ainsi que des deux projets de loi récemment soumis au

Sejm par le Président de la République qui visent à modifier la loi sur le Conseil national de la magistrature et sur la Cour suprême. »

Suivi : demander l'avis de la Commission de Venise, comme demandé au paragraphe 10.

Annexe 2

A. Renvois et transmissions en commissions

Doc. 14353, proposition de résolution, Les Objectifs de développement durable des Nations Unies: comment les parlements et les États membres du Conseil de l'Europe peuvent y contribuer: renvoi à la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport*

Doc. 14355, proposition de résolution, L'impact sociétal de l'«économie de plateformes»: renvoi à la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport*

Doc. 14357, proposition de recommandation, Lutter contre le trafic de tissus et de cellules d'origine humaine: renvoi à la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour rapport*

Doc. 14358, proposition de résolution, Pour une population active intégrant les personnes handicapées: renvoi à la commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour rapport*

Doc. 14360, proposition de recommandation, Appel à agir après le tragique incendie de Grenfell: *classement sans suite*

Doc. 14362, proposition de résolution, Pour un enseignement axé sur les besoins des élèves: renvoi à la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport*

Doc. 14363, proposition de résolution, Mettre fin à la violence et à l'exploitation des enfants migrants: renvoi à la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour rapport* et à la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour avis*

Doc. 14364, proposition de résolution, Les conséquences du Brexit pour les migrations: consultation de la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées sur les éventuelles suites à donner

Doc. 14365, proposition de résolution, Menaces à l'encontre de la liberté académique et de l'autonomie des universités en Europe: renvoi à la commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias *pour rapport*

Doc. 14368, proposition de recommandation, Protéger les droits de l'homme pendant les transfèrements de détenus: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

Doc. 14371, proposition de résolution, Procédures de règlement extrajudiciaire en matière de justice pénale: avantages et risques: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

Doc. 14373, proposition de résolution, Assurer un meilleur suivi des recommandations du CPT: renforcer le rôle de l'Assemblée parlementaire et des parlements nationaux: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

Doc. 14375, proposition de résolution, La déchéance de nationalité comme mesure de lutte contre le terrorisme: une approche compatible avec les droits de l'homme?: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

Doc. 14376, proposition de résolution, Les principes et garanties applicables aux avocats: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

Doc. 14377, proposition de résolution, Droits de l'homme et entreprises: quelles suites donner à la Recommandation CM/Rec(2016)3 du Comité des Ministres?: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport* et à la commission des questions sociales, de la santé et du développement durable *pour avis*

Doc. 14380, proposition de résolution, Établir des lignes directrices pour les ONG internationales: renvoi à la commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées *pour rapport*

[Doc. 14381](#), proposition de résolution, Nécessité d'un ensemble de normes communes pour les institutions du médiateur en Europe: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

[Doc. 14382](#), proposition de résolution, Le rétablissement des droits de l'homme et de l'Etat de droit reste indispensable dans la région du Caucase du Nord: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

[Doc. 14389](#), demande d'avis du Comité des Ministres, Projet de Protocole d'amendement à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n° 108): renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

Décision du Bureau, Lignes directrices sur la portée des immunités parlementaires dont bénéficient les membres de l'Assemblée parlementaire: renvoi à la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles *pour rapport*

Décision du Bureau, Évaluation du partenariat pour la démocratie concernant le Parlement de Jordanie: renvoi à la commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport*

Décision du Bureau, L'identité, le rôle et la mission de l'Assemblée parlementaire en tant qu'organe statutaire du Conseil de l'Europe et en tant que forum paneuropéen de dialogue interparlementaire: renvoi à la commission des questions politiques et de la démocratie *pour rapport* et à la commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles *pour avis*

Décision du Bureau, la nécessité d'une solution politique à la crise en Catalogne: transmission à la commission de suivi *pour information*

B. Réponse après consultation

[Doc. 14043](#), proposition de résolution, Protection des droits et libertés fondamentaux de la minorité musulmane turque de Thrace occidentale en Grèce: renvoi à la commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour en tenir compte dans la préparation du rapport sur «Promouvoir les droits des personnes appartenant aux minorités nationales»*

[Doc. 14301](#), proposition de résolution, La situation des droits de l'homme dans les régions occupées de Géorgie: renvoi à la commission des questions juridiques et des droits de l'homme *pour rapport*

[Doc. 14330](#), proposition de résolution, Faire de la langue des signes une des langues officielles en Europe: renvoi à la commission sur l'égalité et la non-discrimination *pour rapport*

C. Demande de prolongation de renvoi

[Doc. 13892](#), proposition de résolution, Egalité entre les hommes et les femmes et pensions alimentaires pour les enfants, renvoi 1462 du 27 novembre 2015 – validité: 27 novembre 2017 : extension jusqu'au 31 mars 2018.

Annexe 3

**Ad Hoc Committee to participate in the
World Forum for Democracy
on 8-10 November 2017 in Strasbourg**

**Commission ad hoc pour participer au
Forum mondial de la démocratie
du 8 au 10 novembre 2017 à Strasbourg**

LIST OF MEMBERS / LISTE DES MEMBRES

Committee on Political Affairs and Democracy / *Commission des questions politiques et de la démocratie*

Ms Thorhildur Sunna Ævarsdóttir (Iceland, SOC / *Islande, SOC*)
Mr Deniz Baykal (Turkey, SOC / *Turquie, SOC*)
Lord George Foulkes (United Kingdom, SOC / *Royaume-Uni, SOC*)
Mr Bogdan Klich (Poland, EPP/CD / *Pologne, PPE/DC*)
Mr Michele Nicoletti (Italy, SOC / *Italie, SOC*)
Mr Luis Alberto Orellana (Italy, SOC / *Italie, SOC*)
Mr Andrea Rigoni (Italy, ALDE / *Italie, ADLE*)
Mr Krzysztof Truskolaski (Poland, ALDE / *Pologne, ADLE*)

Committee on Legal Affairs and Human Rights / *Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*

Ms Eka Beselia (Georgia, SOC / *Géorgie, SOC*)
Ms Anne Brasseur (Luxembourg, ALDE / *Luxembourg, ADLE*)
Mr Boriss Cilevičs (Latvia, SOC / *Lettonie, SOC*)
Mr Raphaël Comte (Switzerland, ALDE / *Suisse, ADLE*)
M. Sergio Divina (Italy, FDG / *Italie, GDL*)
Mr Samvel Farmanyan (Armenia, EPP/CD / *Arménie, PPE/DC*)
Mr Pierre-Alain Fridez (Switzerland, SOC / *Suisse, SOC*)
Mr Aleksander Pocij (Poland, EPP/CD / *Pologne, PPE/DC*)

Committee on the Honouring of Obligations and Commitments by Member States of the Council of Europe (Monitoring Committee) / *Commission pour le respect des obligations et engagements des États membres du Conseil de l'Europe (Commission de suivi)*

Mr Cezar Florin Preda (Romania, EPP/CD / *Roumanie, PPE/DC*)
Mr Stefan Schennach (Austria, SOC / *Autriche, SOC*)

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development / *Commission des questions sociales, de la santé, et du développement durable*

Ms Jennifer De Temmerman (France, NR / *France, NI*)
Mr İlhan Kesici (Turkey, SOC / *Turquie, SOC*)
Mr Ertuğrul Kürkçü (Turkey, UEL / *Turquie, GUE*)

Committee on Culture, Science, Education and Media / Commission de la culture, de la science, de l'éducation et des médias

M. Volodymyr Arieu (Ukraine, EPP/CD / *Ukraine, PPE/DC*)
Mr Roland Rino Büchel (Switzerland, ALDE / *Suisse, ADLE*)
Mr José Cepeda (Spain, SOC / *Espagne, SOC*)
Mr Paolo Corsini (Italy, SOC / *Italie, SOC*)
Mr Claudio Fazzino (Italy, EPP/CD / *Italie, PPE/DC*)
Ms Adele Gambaro (Italy, FDG / *Italie, GDL*)
Mr Francesco Giro (Italy, EPP/CD / *Italie, PPE/DC*)
Ms Rózsa Hoffmann (Hungary, EPP/CD / *Hongrie, PPE/DC*)
Mr Rafael Huseynov (Azerbaijan, ALDE / *Azerbaïdjan, ADLE*)
Ms Judith Pallarés (Andorra, ALDE / *Andorre, ADLE*)

Committee on Equality and Non-Discrimination / Commission sur l'égalité et sur la non-discrimination

Mr Goran Beus Richembergh (Croatia, ALDE / *Croatie, ALDE*)
Ms Gülsün Bilgehan (Turkey, SOC / *Turquie, SOC*)
Ms Elena Centemero (Italy, EPP/CD / *Italie, PPE/DC*)
M. Jean-Pierre Grin (Switzerland, ALDE, *Suisse, ALDE*)
Ms Alice-Mary Higgins (Ireland, SOC / *Irlande, SOC*)
Ms Elvira Kovács (Serbia, EPP/CD / *Serbie, PPE/DC*)
Mr Florian Kronbichler (Italy, SOC / *Italie, SOC*)
Ms Cristina-Mădălina Prună (Romania, NR / *Roumanie, NI*)
Mr Sasa Magazinović (Bosnia and Herzegovina, SOC / *Bosnie-Herzégovine, SOC*)
Ms Dovilė Šakalienė (Lithuania, ALDE, *Lituanie, ADLE*)
Ms Milena Santerini (Italy, SOC / *Italie, SOC*)
Ms Maria Edera Spadoni (Italy, NR / *Italie, NI*)
Mr Damien Thiéry (Belgium, ALDE / *Belgique, ADLE*)
Ms Gisela Wurm (Austria, SOC / *Autriche, SOC*)

Committee on Migration, Refugees and Displaced Persons / Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées

Ms Milica Marković (Bosnia and Herzegovina, FDG / *Bosnie-Herzégovine, GDL*)

Committee on Rules of Procedure, Immunities and Institutional Affairs / Commission du Règlement, des immunités et des affaires institutionnelles

Mr Serhii Kiral (Ukraine, EC / *Ukraine, CE*)

Annexe 4



PRESS RELEASE

Communication Division

Call for referral of Mammadov case to the Strasbourg Court 'as soon as possible' on question of whether Azerbaijan has failed to abide by the judgment

Strasbourg, 13.10.2017 - In view of the continuous non-execution by Azerbaijan of the judgment of the European Court of Human Rights in the case of Ilgar Mammadov vs. Azerbaijan, the Bureau of the Assembly calls on High Contracting Parties to the European Convention on Human Rights to apply, as soon as possible, the procedure foreseen under [Article 46.4 of the Convention](#).

Le Bureau de l'APCE demande à saisir la Cour de Strasbourg 'dès que possible' de la question du respect, par l'Azerbaïdjan, de son obligation de se conformer à l'arrêt Mammadov

Strasbourg, 13.10.2017 - Étant donné que l'Azerbaïdjan persiste à ne pas se conformer à l'arrêt rendu par la Cour européenne des droits de l'homme en l'affaire Ilgar Mammadov c. Azerbaïdjan, le Bureau de l'Assemblée appelle les Hautes Parties contractantes à la Convention européenne des droits de l'homme à appliquer, dès que possible, la procédure prévue à [l'article 46.4 de la Convention](#).

assembly.coe.int | pace.com@coe.int | Twitter | YouTube | Facebook | Flickr

The Assembly brings together 324 members from the national parliaments of the 47 member states.
 President: Stella Kyriakides (Cyprus, EPP/CD) - Secretary General of the Assembly: Wojciech Sawicki.
 Political groups: EPP/CD (Group of the European People's Party); SOC (Socialists, Democrats and Greens Group); EC (European Conservatives Group); ALDE (Alliance of Liberals and Democrats for Europe); UEL (Group of the Unified European Left); FDG (Free Democrats Group).